

LE JOURNAL

DES RETRAITÉ·ES CGT DE CHAUMONT

On reconnaît le degré de civilisation d'une société à la place qu'elle accorde à ses personnes âgées. Simone de Beauvoir



N° 463 SAMEDI 13 DÉCEMBRE 2025

LE BUDGET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE EST VOTÉ ! LA GUERRE AUX ASSURÉS SOCIAUX ET AUX MÉDECINS EST DÉCLARÉE (PAGE 4 ET NOTRE ÉDITO)

UN BUDGET POUR LES RICHES ET LE MEDEF

Avec toutes les exonérations des cotisations sociales adoptées ces dernières années, sur les heures supplémentaires et sur les bas salaires, le manque à gagner pour notre système de santé a engendré « le trou de la sécu » que l'on veut faire payer aux assurés sociaux et aux malades.

Dans le budget adopté à une courte majorité le 9 décembre, il y a certes des améliorations : abandon du gel des minima sociaux, des allocations familiales, de la prime d'activité, de l'APL et des pensions de retraites. Abandon du doublement des franchises médicales et un léger mieux dans le calcul des retraites des mères de famille. Mais au total, le compte n'y est pas, il manque toujours des milliards pour les Ehpad, les hôpitaux ...

2026 s'annonce encore plus difficile pour les Françaises et les Français. Certes, on se souhaitera une bonne santé, mais certains d'entre nous auront du mal à se soigner, à payer une mutuelle. Quant à la prospérité, entre les fermetures d'entreprises, les licenciements, les salaires riquiquis, et les hausses de toutes les factures ... inutile d'en parler. Il reste encore quelques acquis sociaux à détruire. On ne doute pas que le gouvernement macron, aidé de ses alliés de la dernière heure, va finir le travail. Il est temps de prendre notre destin en main.

Marie-Rose Patelli

GAZA STOP
GÉNOCIDE
SAMEDI 13 DÉCEMBRE 2025
11H CHAUMONT
PLACE DE L'HÔTEL DE VILLE

CONTAMINATION GÉNÉRALISÉE DE L'EAU POTABLE PAR LE TFA

Dans un rapport publié mercredi 3 décembre, l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) révèle une contamination quasi généralisée de l'eau potable en France par l'acide trifluoroacétique (TFA), le plus répandu des polluants éternels.

Le TFA s'accumule dans l'environnement et représente une menace grandissante en matière de santé publique.

L'autorité sanitaire rappelle la priorité de « réduire les émissions de PFAS à la source ». Une redevance « pollueur-payeur » devait s'appliquer à partir de la fin de l'année pour inciter les industriels à cesser leurs rejets de PFAS dans l'eau. Dans le cadre de l'examen du projet de loi de finances, les sénateurs, après les députés, ont reporté sa mise en place à 2027.

« Ce vote protège les industriels plutôt que l'eau potable, a déploré le député écologiste Nicolas Thierry. En repoussant d'un an la taxe PFAS, la droite sénatoriale tourne le dos aux communes qui vont devoir dépolluer sans moyens et offre un cadeau aux grands pollueurs. »

A. Fellner

> Chaumont
**VAINCRE LA PAUVRETÉ UNE
PRIORITÉ** (PAGE 2)

**LE BILLET À BB : GUERRE ET
PAIX** (PAGE 2)

**CHÔMAGE, FAIRE LA PEAU AUX
CLICHÉS** (PAGE 3)

**PRESSE : QUAND MACRON S'EN
MÊLE** (PAGE 4)

VAINCRE LA PAUVRETÉ

Le Secours catholique vient de publier [son rapport annuel sur l'état de la pauvreté dans notre pays](#). C'est en 1995 que l'association a décidé, dans un rapport annuel, *d'objectiver de façon systématique les formes de la pauvreté et d'interpeller les pouvoirs publics pour tenter de lutter contre les causes du phénomène*.

En 1994, la lutte contre la pauvreté était élue « grande cause nationale », une mobilisation couronnée par une grande loi de lutte contre l'exclusion en 1998. En trente ans, si le nombre de ménages rencontrés par le Secours catholique est resté relativement stable, beaucoup de choses ont changé. Ainsi, c'est dans une quasi-indifférence que l'Insee a révélé, en juillet 2025, le sommet atteint par le taux de pauvreté en France : 15,4 % en 2023, soit 9,8 millions de personnes (+ 650 000 personnes en un an, une hausse inédite depuis 30 ans).

Les pauvres de plus en plus pauvres

En 2024, le niveau de vie médian des ménages accueillis au Secours catholique est de 565 euros. En prenant en compte l'inflation, c'est un peu mieux qu'en 1994 (environ 507 euros), mais en forte baisse depuis dix ans (658 euros en 2014). Par contraste, entre 2003 et 2022, le revenu moyen des 0,1 % les plus riches en France progressait de 119 %.

Les taux de pauvreté et d'extrême pauvreté, relativement stables jusqu'en 2008, ont fléchi jusqu'en 2017 avant de remonter. *2017, c'est l'arrivée de Macron au pouvoir et la mise en œuvre de son mot d'ordre « tout pour les riches ».* **Le taux d'extrême pauvreté a augmenté de 11 points entre 2017 et 2023 :** aujourd'hui 74 % des ménages rencontrés vivent sous le seuil d'extrême pauvreté.

Chaumont, ville pauvre

Nous l'avons dit à plusieurs reprises dans notre journal, toutes les études indiquent que Chaumont est une ville pauvre. Le niveau de vie y est particulièrement bas. Et le [Secours populaire](#), les [Restos du cœur](#) et le [Secours catholique](#) font état d'une progression préoccupante du nombre de personnes à aider et de la diminution des moyens des associations. Elles notent toutes une forte progression de la pauvreté parmi les jeunes et les retraités et notamment les femmes.

Comment vivre avec un RSA qui a décroché du Smic, ou des indemnités de chômage qui n'en finissent pas d'être rognées ou une retraite de moins de 1000 euros, ce qui est le cas de nombreuses retraitées dans notre département ? D'autant qu'aujourd'hui, aux difficultés à se nourrir, s'ajoute la précarité énergétique (chauffage, gaz, électricité) et à se déplacer dans un département rural.

30 ans après, les pauvretés devraient faire l'objet d'un grand débat ici dans notre ville et devenir la préoccupation numéro un de celles et ceux qui sont attachés à l'avenir de la cité. Malheureusement, pour l'heure, la solidarité due aux plus démunis d'entre nous n'a pas (encore) fait son entrée dans les programmes des candidats aux futures élections municipales...

Nelson Mandela écrivait : *« Vaincre la pauvreté ce n'est pas un geste de solidarité, c'est un acte de justice ».*

Adriana Fernandez & Richard Vaillant



LE BILLET À BB

Guerre et paix



“Pour un militaire, la guerre est une solution économique, il s'agit de réduire le nombre de bouches à nourrir” (Mazouz Hacène)

Incapable de lutter contre la racaille maffieuse qui assassine ses enfants des quartiers, la république française prétend jouer au bon samaritain partout dans un monde qui se fout pas mal de nos imbéciles gesticulations.

S'appuyant sur le délire de médias inféodés et sur l'expertise éclairée de pseudo-spécialistes en conflits éventuels, Macron et ses chambellans mirlitons ont eu la vision cauchemardesque de velléités guerrières venues de la Russie poutinesque. Et le prince, chef des armées, qui a refusé la conscription pour intérêts personnels, s'en va-t-en guerre en relançant le service militaire volontaire, mais surtout veut justifier la réévaluation de la loi de programmation militaire 2024-2030 augmentée de 118 milliards d'euros, en raison de *l'entrée dans une logique d'économie de guerre et un contexte géostratégique extrêmement dégradé !*

Deuxième poste de dépenses de l'État, le budget de la défense, 2% du PIB en 2025, devrait passer à 3,5% voire 5% à l'horizon 2035... Des montagnes de fric, pendant que les survivants d'une société déjantée ploient sous les coupes budgétaires à répétition.

Je me commets parfois dans une association caritative d'Aide Globale à la Personne où la situation empire sans cesse là où l'aide alimentaire est majeure et vitale. 77 % des familles que nous accueillons chaque semaine vivent avec moins de 644 € par mois. Pour une grande majorité, les privations sont quotidiennes : repas réduits, dépenses essentielles repoussées, chaque centime compté... Les plus touchés sont aussi les plus petits : les enfants de moins de 5 ans représentent déjà 15 % des personnes accueillies, les moins de 25 ans, près de la moitié. Jeunes sans emploi ni formation, étudiants en difficulté, deux sur trois avouant avoir sauté un repas faute d'argent, tous confrontés à l'insécurité alimentaire, vivant trop souvent dans des habitats indécents.

Signe des temps, les familles monoparentales de plus en plus nombreuses accumulent les vulnérabilités : obstacles majeurs pour trouver un emploi stable, un logement décent quand les loyers sont trop élevés, difficultés à gérer les dépenses du quotidien. Derrière chaque chiffre, une vie confrontée à un enchaînement de précarités dont il est difficile de sortir seul quand tu n'as personne vers qui te tourner.

Mais Camarade, sois rassuré ! Nous avons une grande armée qui saura te protéger des Rouges avides...

Bernard Blum - 10 décembre 2025

PRENEZ CONTACT/ADHÉREZ

Nom : Prénom :

Adresse :

Mail : Tél :

Mail _secretariat@cgtretraites-chaumont.fr Tél : 06 79 61 00 78

À renvoyer : Syndicat CGT des retraités de Chaumont 24 avenue du Général Leclerc 52000 CHAUMONT

SANS- EMPLOI FAIRE LA PEAU AUX CLICHÉS

Rencontre avec un locataire à la Rochotte

Cette semaine, c'est un ancien ouvrier du bâtiment qui s'est confié à nous. Après des années de travail dans le BTP, sur les toits, une chute l'a handicapé d'un bras et il s'est coupé les tendons sur l'autre avec une disqueuse. Cet homme de 52 ans, d'abord en accident du travail puis reconnu travailleur handicapé, est aujourd'hui inscrit à France Travail. Il touche l'allocation de solidarité spécifique (ASS) qui est de 579,90€ par mois de 30 jours et moins si le mois fait 28 jours.

Malgré les nombreux stages effectués, son âge et son handicap ne lui ont pas permis de retrouver un travail. Il doit donc survivre avec cette petite allocation en réglant ses dépenses incompressibles (loyer, électricité, eau, assurance et téléphone qui s'élèvent à 343€ par mois. Il lui reste pour vivre 236,90€ par mois, soit 7,90€ par jour. Tout ceci alors que l'eau, l'électricité les loyers vont encore augmenter.

Certains disent que ceux qui ne travaillent pas coûtent cher à la société, mais ces malheureux payent aussi l'impôt le plus injuste qu'est la TVA, 20 % sur toutes les factures, 5 % sur la nourriture, 30 % sur les produits d'hygiène.

Les clichés qui visent les personnes écartées du travail ont la vie dure. Profiteurs, assistés, fainéants. Ils ne sont pas responsables de la politique macroniste qui ferme les usines, délocalise et laisse sur le carreau les plus vieux, les handicapés, les jeunes sans expérience.

Alors on arrête de répéter les mensonges que la TV des milliardaires nous raconte. Notre ouvrier du BTP, rencontré à la Rochotte refuse de baisser les bras. C'est un citoyen, un travailleur qui attend un contrat, un être humain digne d'écoute et de respect.

Marie-Rose Patelli

“Le Capital a horreur de l'absence de profit. Quand il flaire un bénéfice raisonnable, le Capital devient hardi. À 20%, il devient enthousiaste. À 50%, il est téméraire ; à 100%, il foule aux pieds toutes les lois humaines et à 300%, il ne recule devant aucun crime”. (Karl Marx)

MERCI, MERCI À CELLES ET CEUX QUI AIDENT LE JOURNAL

Notre appel à la solidarité financière pour le Journal est entendu. Merci à Arlette, Chantal, Jean-Pierre, Jean-Michel, Nicole, Daniel, Jean, Francine, Laurent, Guillaume, Xavier, Nathalie, Jean-François, André, Patricia, Alain, Aline, Francis, Olivier, Aurore et Éric, Marylène, Pierre, Gérard, Michel, Mireille, Lionel, Maurice, Marie-Christine, Christian, Anne-Marie, Richard et Josette, Anne-Marie, Francis et Christine, Gillette et Jean-Claude, Claudine, Jeanne, Liliane, Séverine, Hervé, Marie-Thérèse, André et Josette, Claire, Marinette, Jean-Claude, Luc, Bernard, Simone, Jacqueline, Annie, Ludmilla, Michèle, Jean-Louis, Josette, Pierre, Liliane, Françoise et Jean-Paul, Patrick et Sylvie, Régis, Josiane, Hervé, Christian, Luc, Rachel, Christine, Michel, Josiane, François, Jean-Jules, Annick, Nathalie, Patrice, Dominique et aux anonymes qui nous remettent leur obole chaque semaine au marché.

SOUTENEZ LE JOURNAL DES RETRAITÉ·ES CGT DE CHAUMONT

Nom :Prénom :

Verse.....euros

Remettre à un.e militant.e du syndicat CGT des retraités de Chaumont

LE BUDGET DE LA SÉCU EST VOTÉ !

UNE DÉCLARATION DE GUERRE AUX ASSURÉS SOCIAUX ET AUX MÉDECINS

LA TAXE DE 1 MILLIARD D'EUROS sur les mutuelles va coûter entre 10 et 30€ par mois en moyenne aux assurés.

1,5 MILLION DE DIABÉTIQUES de type 2 ne seront plus remboursés (- 315€ par an et par personne).

APRÈS UN ACCIDENT du travail ou une maladie professionnelle, la durée d'indemnisation sera limitée.

CONGÉ DE NAISSANCE : on donne d'une main et on reprend de l'autre. Le PLFSS prévoit le financement du congé de naissance en repoussant de 14 à 18 ans l'âge à partir duquel est versée la majoration des allocations familiales (perte de 75€ par mois pour les familles).

ALORS QUE 28 000 LITS ont été fermés sous Macron, que 25 millions de Français vivent dans des déserts médicaux (3 500 Chaumontais-es n'ont pas de médecin généraliste) et que les Ehpad sont à bout de souffle, le gouvernement prévoit 4 milliards d'euros de coupes sur le budget de l'hôpital.


Les médecins dans le collimateur

LA FÉDÉRATION DES MÉDECINS DE FRANCE est vent debout : 500 médecins sont sanctionnés car ils osent trop arrêter les Français épuisés. Résultat : bientôt plus personne n'aura d'arrêt même quand il sera au bout du rouleau.

Toujours plus de cadeaux pour les grandes entreprises et les actionnaires : l'exonération des cotisations sociales sur les heures supplémentaires est élargie aux grandes entreprises, la niche fiscale sur les « management packages » est pérennisée, offrant de véritables cadeaux fiscaux aux dirigeants et aux actionnaires.

Pascal Pruvot

Journal du Syndicat CGT des retraité·es de Chaumont 24 av. du Général Leclerc 52000 Chaumont Tél : 06 79 61 00 78

 <https://cgtretraites-chaumont.fr>  <https://www.facebook.com/syndicat.cgt.retraites.chaumont/>

Imprimé avec l'argent des cotisations syndicales et les dons des lecteurs N° 463 SAMEDI 13 DÉCEMBRE 2025

Une. Gaza les enfants ont faim photo de la BBC



GAZA : AU MOINS 2 ENFANTS TUÉS PAR JOUR DEPUIS L'ENTRÉE EN VIGUEUR DU CESSEZ-LE-FEU

Depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu le 10 octobre dernier, **au moins 67 enfants** ont été tués dans des incidents liés au conflit dans la bande de Gaza, soit en moyenne près de deux morts par jour, a indiqué vendredi une agence des Nations Unies, ajoutant que des dizaines d'autres enfants ont été blessés.

Selon le Fonds des Nations Unies pour l'enfance ([UNICEF](#)), six semaines après le fragile cessez-le-feu entre le Hamas et Israël, des informations continuent de faire état d'attaques et de frappes aériennes menées par les forces israéliennes à Gaza, notamment le tir présumé sur une fillette par un drone au début de la semaine.

« Ces événements se sont produits pendant un cessez-le-feu convenu. Comme nous l'avons répété à maintes reprises, il ne s'agit pas que de statistiques. Chacun de ces enfants avait une famille, un rêve, une vie soudainement interrompue par la violence continue », a déclaré lors d'un point de presse de l'ONU à Genève, Ricardo Pires, porte-parole de l'UNICEF, relevant « qu'il n'y a qu'une seule partie au conflit qui dispose de la puissance de feu nécessaire pour mener des raids aériens ».

DES ENFANTS DÉPOUILLÉS DE LEUR DIGNITÉ

Sur le terrain, les équipes de l'UNICEF décrivent un quotidien toujours marqué par des enfants dormant à la belle étoile et souffrant d'amputations ; des enfants orphelins tremblants de peur ou des gamins vivant dans des abris de fortune inondés, dépouillés de leur dignité.

Face à cette situation, l'UNICEF intervient à grande échelle dans l'enclave, mais cela ne suffit pas. « *Nous pourrions faire davantage si l'aide, et l'aide dont nous avons réellement besoin, arrivait plus rapidement* ».

LA TV ESPAGNOLE NE PLAISANTE PAS AVEC L'EUROVISION

Suite à la décision de l'Eurovision d'autoriser la participation d'Israël, la chaîne de télévision publique espagnole RTVE s'est non seulement retirée du concours, elle diffuse sur le même écran la prestation de la chanteuse représentant Israël, et des images de bombardements et d'enfants affamés à Gaza, pour bien montrer l'obscénité d'une telle décision.. (8 décembre 2025) site Euro Palestine

POUR VOIR LA VIDÉO : <https://video.europalestine.com/w/2k7rdzDtyXYn7kfjJDw66T?start=28s>

« SALES CONNES » : L'INSULTE DE BRIGITTE MACRON QUI DÉVOILE SON MÉPRIS DU FÉMINISME

[LalaPolit](#) [militante aux jeunes insoumis-es](#) (Club Médiapart)

Il y a des lapsus qui disent tout.

Et puis il y a des insultes assumées, prononcées à chaud, sans filtre, parce qu'elles traduisent une vision du monde. En qualifiant de « sales connes » des militantes féministes venues interrompre un spectacle d'Ary Abittan, Brigitte Macron ne s'est pas simplement « emportée » : elle a révélé la colonne vertébrale du macronisme face au féminisme - un mélange de mépris social, de crispation de classe et de peur panique dès que les femmes sortent du cadre poli qu'on leur assigne. Ce n'était pas une erreur. C'était un aveu. **Quand la Première dame insulte, l'institution parle.**

La scène est connue : des militantes féministes perturbent un spectacle d'Ary Abittan, humoriste dont le retour sur scène interroge à l'heure où les violences sexuelles restent massivement impunies... [La suite sur Club Médiapart en accès libre](#)

PRESSE : QUAND MACRON S'EN MÊLE

Ça fait mal de le dire mais Pascal Praud, qui passe son temps à tordre les faits, refuser les réalités et propager les thèses de l'extrême droite, est journaliste. Travaillant pour des organes de presse reconnus, il possède la carte. Pourtant il ne respecte en rien la déontologie du journaliste. Et c'est possible parce que les clauses de la charte ne sont pas contraignantes.

On sent bien malgré tout que, dans le foisonnement des informations qui nous arrivent de toutes parts, il serait bon de faire un tri. Comment savoir si un journaliste n'est pas en train de nous raconter n'importe quoi ?

En 2019, l'ONG «Reporters sans frontières» a tenté d'apporter une réponse en créant une certification JTI (Journalism trust initiative), façon norme ISO. Pour l'obtenir, un organe de presse doit faire étudier ses méthodes de travail par un cabinet indépendant (Bureau Véritas pour ce qui nous concerne).

En France 115 médias se sont lancés dans la procédure (2430 dans le monde). 17 ont pour l'instant obtenu la certification dans notre pays (132 dans le monde).

Ça n'empêche pas les autres de faire ce qu'ils veulent. Mais c'est censé donner des repères aux citoyens qui ne s'y retrouvent plus.

L'initiative est évidemment discutable dans la mesure où il paraît bien difficile de faire rentrer une presse vraiment libre dans des cases. Rien ne m'est plus agaçant que de voir les journalistes télé, formés tous dans les mêmes écoles, fonctionner tous de la même manière, avec les mêmes tics, les mêmes phrases creuses, les mêmes sujets censés plaire au public... Mais si on m'assure qu'au moins l'un d'eux vérifie ses informations et les présente avec honnêteté, j'aurai un peu plus tendance à jeter un œil de son côté.

Dernièrement, dans les Vosges, Emmanuel Macron a repris cette idée de label, sans préciser, bien entendu, qu'elle n'était pas de lui.

Aussitôt droite et extrême droite l'ont accusé de vouloir contrôler l'information, de tenter de créer un ministère de la vérité comme dans «1984», le livre mythique de Georges Orwell. Bruno Retailleau est même allé jusqu'à lancer une pétition. Macron avait pourtant bien précisé que l'Etat n'avait pas à s'immiscer et que seule la profession pouvait mettre en place ce genre de reconnaissance.

On ne le plaindra pas d'avoir reçu cette volée de bois vert, dans la mesure où il n'était certainement pas le mieux placé pour lancer le sujet. Mais l'ironie de la chose, c'est que tous ceux (à commencer par Pascal Praud) qui l'ont agoni sans même chercher à prendre en compte ce qu'il avait réellement dit, lui ont finalement donné raison : trop de journalistes ne font pas correctement leur travail.

Lionel Thomassin.